

RWANDA : FAUT-IL RECOLONISER L'AFRIQUE ?

LE FIGARO

CADRE N°3 - FIGARO DU 25 MARS 1994 - (ne peut être vendu séparément) - Contenance partielle 1994-95

"Soleil, lune,
mer"
par Alexander
Calder (1974)

SOLEIL:
CES CHERCHEURS
QUI VOUS
PROTEGENT

QUESTION TABOU : FAUT-IL

Personne ne veut vraiment intervenir au Rwanda. Pour la France, difficile d'en partir. Faut-il inventer une nouvelle façon d'aider l'Afrique à vaincre ses démons ? Au Rwanda, la pire des tragédies – mais peut-être pas la dernière – oblige à s'interroger sur trente ans de décolonisation.

PAR GUY SORMAN

La descente aux enfers de l'Afrique n'est pas un accident naturel. Les causes sont claires : politiques et idéologiques ; les responsabilités sont connues ; mais les coupables indemnes.

Tout a commencé il y a trente ans. Après la décolonisation, et pas avant. Cette tragédie du sous-développement, nous aurions pu l'interrompre si la vérité s'était frayé un chemin : il aurait fallu avoir le droit de dire, sans se faire lyncher, que les cultures africaines étaient radicalement incompatibles avec ces notions venues du Nord qui s'appellent l'Etat, la nation, le développement, le socialisme, le capitalisme. Mais en parler était impensable : l'Afrique noire était et elle reste le dernier tabou.

Douter de la sagesse des dirigeants africains, de l'utilité de l'aide au tiers-monde, s'interroger sur le bon usage de l'indépendance conduit tout droit aux enfers gérés par les apôtres de l'« Afrique libérée de ses chaînes ». Et pourtant il faut se rendre à l'évidence : ce qui a été imposé aux noms du progrès et de la modernité ne marche pas en Afrique, et ne pouvait marcher.

Ce constat ne destine pas les Africains au pire, mais il exigerait que leurs traditions culturelles soient enfin prises en compte. Paradoxe : ces traditions furent mieux respectées par les colonisateurs que par les gouvernements indépendants qui les ont remplacés.

Il est donc urgent d'inventer un nouveau modèle de relations entre

l'Europe et l'Afrique, un modèle qui serait enfin en phase avec les civilisations africaines. Cela exige au préalable de « remettre à l'endroit » (selon l'expression de Bernard Lugan) l'histoire de ces trente dernières années.

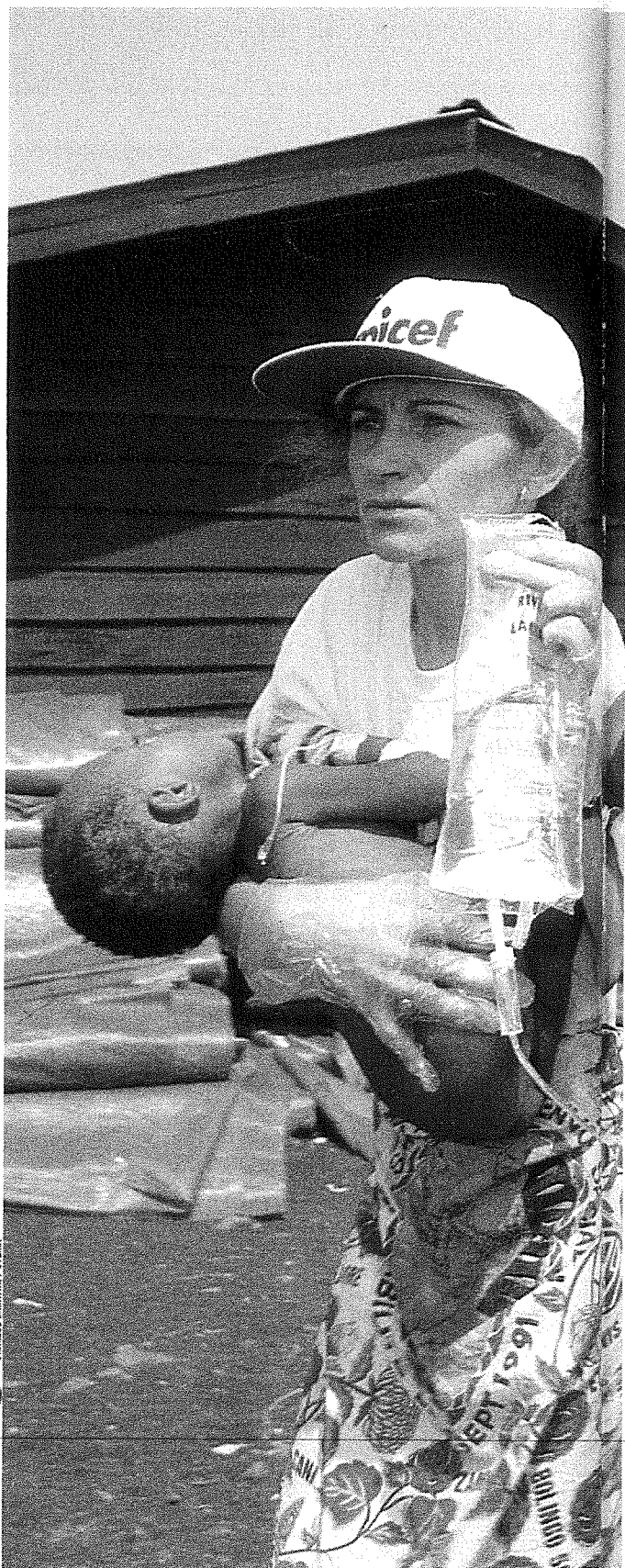
LE DRAME DE L'INDEPENDANCE

L'Afrique colonisée n'était pas misérable : elle était pauvre, ce qui n'est pas la même chose. La misère est venue après l'indépendance. L'Afrique, en 1960, suffisait à ses besoins alimentaires ; trente ans plus tard, cent cinquante millions d'Africains ne survivent que grâce à l'aide internationale. Fatalité climatique, explosion démographique ? Pas un instant.

A climat comparable et avec une démographie plus galopante encore, l'Inde ou l'Asie du Sud-Est ont réussi à éliminer la famine. Soyons même plus iconoclaste : est-ce que l'indépendance n'a pas ramené, tout simplement, l'Afrique à son chaos d'origine ?

La colonisation ne fut-elle pas, en dépit de ses aspects insupportables, une parenthèse relativement heureuse dans l'histoire africaine ?

Ce non-dit hante les confidences de tous les Africains qui n'ont pas perdu la mémoire. Car ce sont bien ces hideux colonisateurs, nous-mêmes, qui avons interrompu la traite des esclaves, pratique millénaire sur le continent ; nous aussi qui, par notre seule présence, avons

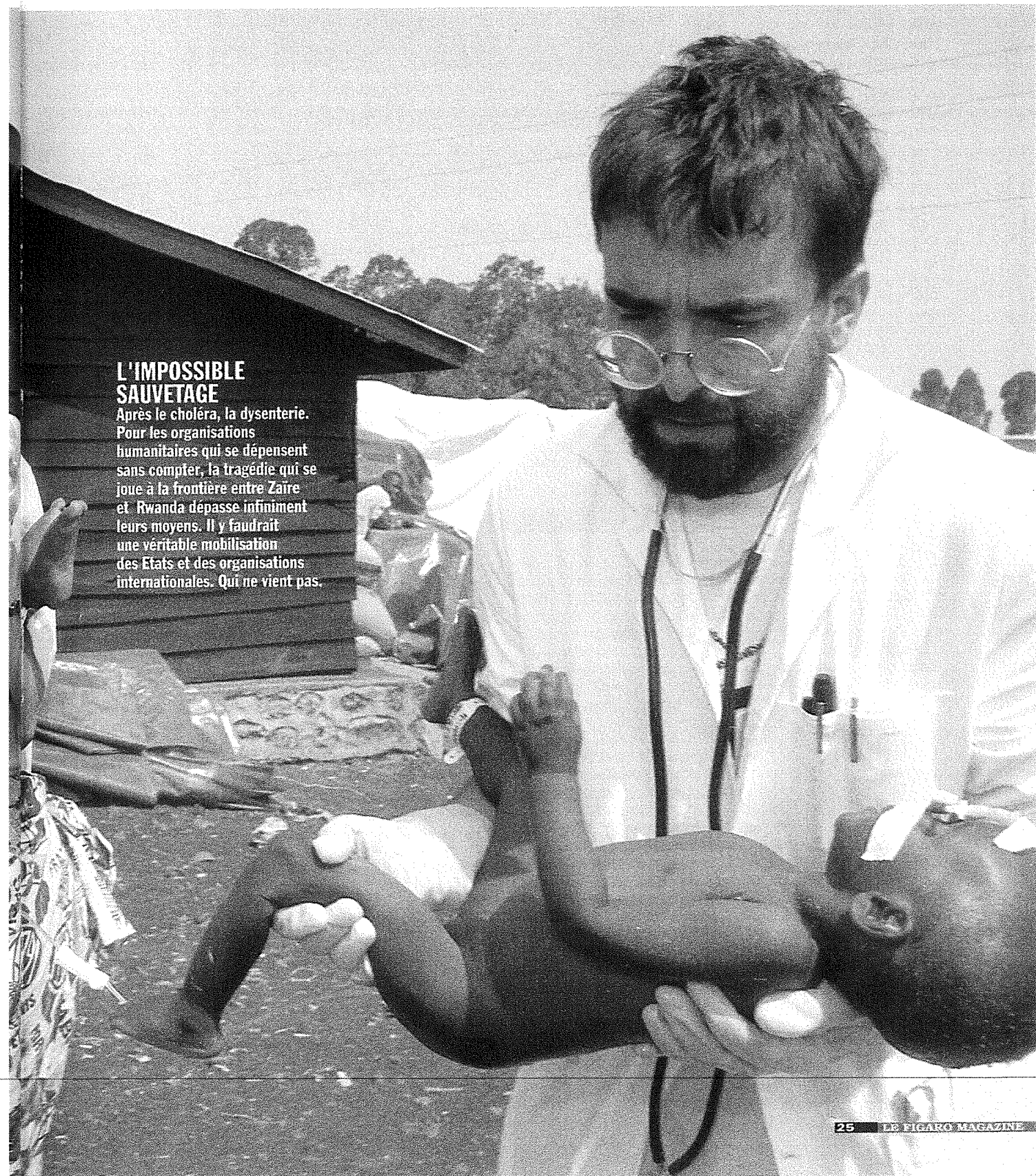


CHARLES COATTINI / SYGMA

RECOLONISER L'AFRIQUE ?

L'IMPOSSIBLE SAUVETAGE

Après le choléra, la dysenterie. Pour les organisations humanitaires qui se dépensent sans compter, la tragédie qui se joue à la frontière entre Zaïre et Rwanda dépasse infiniment leurs moyens. Il y faudrait une véritable mobilisation des Etats et des organisations internationales. Qui ne vient pas.



AFRIQUE

suspendu la tradition des guerres tribales ; nous encore qui avons introduit en Afrique écoles, universités, hôpitaux, moyens de communication, centres de recherche agricole. Tout ce patrimoine, intact au moment de l'indépendance, est aujourd'hui dévasté.

Mais enfin contestera-t-on que ces Africains réclamaient leur indépendance ? Ce n'est pas si clair. Les élites africaines formées à l'occidentale voulaient pour elles-mêmes, ou de bonne foi, exercer le pouvoir politique. Les colonisateurs les entendirent avec d'autant plus d'attention que l'Afrique nous coûtait cher et freinait notre propre développement. On se souvient sur ce sujet des appels à la décolonisation de Raymond Cartier ou d'Edouard Bonnefous.

L'Afrique, une fois indépendante, n'a pas seulement renoué avec ses vieux démons ; elle en a aussi inventé de nouveaux. Ainsi ne vit-on jamais dans l'histoire de l'Afrique précoloniale l'équivalent de l'extermination réciproque des Hutus et des Tutsis. Dans l'Afrique traditionnelle, explique l'ethnologue Georges Balandier, les tribus « se mesuraient », elles ne s'exterminaient pas. C'est en vérité la création d'Etats dans l'Afrique indépendante qui a donné à ces tribus les moyens et l'idéologie du génocide. L'Etat, invention européenne, est le cadeau empoisonné que la décolonisation a légué aux Africains. Il a bien fallu, ensuite, que les élites ou les forbans propriétaires de ces nouveaux Etats légitiment leur pouvoir par un discours : c'est alors qu'est apparu le mythe du développement.

POURQUOI TOUT A ECHOUÉ

Les dirigeants africains auraient très bien pu poursuivre la mise en valeur de leur continent selon le modèle colonial. Celui-ci assurait une progression régulière du niveau de vie pour tous, en ville et en brousse. Mais c'eût été reconnaître que la colonisation avait modernisé l'Afrique. Inacceptable, n'est-ce pas ? La plupart des nouveaux dirigeants choisirent donc la rupture. A l'époque, cela s'appelait le « socialisme africain ». C'est ainsi qu'au nom du socialisme africain Léopold

Senghor – meilleur poète qu'économiste – étatisa le commerce et ruina les paysans du Sénégal ; Nyerere en Tanzanie, Ratsiraka à Madagascar introduisirent chez eux le kolkhoze avec les mêmes effets qu'en Russie. Les paysans résistèrent : ils adoptèrent des stratégies de survie en ne produisant que le strict nécessaire. D'autres affluèrent vers les villes, où l'alimentation était et reste subventionnée. D'autres enfin fuirent vers l'Europe : comprenons-les.

Campagnes ruinées, métropoles surpeuplées, ingérables, violentes, émigration massive, voilà les conséquences directes de ces stratégies de modernisation africaines. On sait aussi que ces stratégies n'ont pu être appliquées sur le terrain que grâce aux experts européens, au soutien intellectuel à cette idéologie, et à l'aide des contribuables du Nord. Cette socialisation des économies africaines a évincé le continent du marché des matières premières qu'en 1960 l'Afrique dominait encore.

Comment dissimuler l'échec ? Les dirigeants africains et leurs complices occidentaux ont eu un nouveau trait de génie : noyer leur responsabilité dans un discours mythologique : « dégradation des termes de l'échange », « néocolonialisme », etc. En vérité, les pauvres Africains ont été évincés du marché mondial non par le néocolonialisme, mais par leurs concurrents du tiers-monde, non socialistes, comme le Brésil ou la Malaisie. Bien entendu, le socialisme africain a fait aussi des heureux : les nomenklaturas au pouvoir, enrichies par le pillage de l'arrière-pays et par le détournement de l'aide occidentale.

POURQUOI L'AIDE CONTINUE

Ce détournement de l'aide n'a jamais été un secret. Dès 1963, le sénateur Edouard Bonnefous dénonça les « milliards qui s'envolent ».

L'extraordinaire est que, depuis, ils continuent à s'envoler. A l'identique. D'Etat à Etat, de bureaucratie à bureaucratie. Sans aucun doute les deux partenaires y trouvent-ils quelque intérêt objectif. La gestion de l'aide est devenue un métier : il occupe quelques milliers de fonctionnaires, de banquiers, et des organisations internationales. Pourquoi tous ceux-ci renonceraient-ils à leur fonds de commerce ? Seuls ne sont ni consultés ni concernés les contribuables au Nord, les pauvres au Sud.

Les organisations humanitaires sont-elles au moins à l'abri de tout soupçon ? Ce n'est pas si clair. La bonne conscience et la bonne volonté ne suffisent pas toujours à ce que l'aide alimentaire soit confisquée par des intermédiaires et revendue aux nécessiteux. Pire : on voit que les dons généreux du Nord, en cassant les prix, ruinent les paysans africains. On a vu aussi comment, en Ouganda par exemple, les organisations humanitaires susci-



**DES CAMIONS
D'ORPHELINS**
Abandonnés, souvent mourants, les volontaires des ONG les ramassent au long de la route pour les conduire à l'orphelinat de N'Domo.



DES INTELLECTUELS AFRICAINS TMOIGNENT

QUELLE "VOLONTÉ AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT" ?

Le mythe de la volonté africaine de développement paraît remplir trois fonctions essentielles : disculper d'avance la classe politique de tout soupçon d'incompétence en détournant les esprits vers un interminable complot international, car plus cela dure, plus on a de raisons de rester au pouvoir ; parquer indéfiniment les Africains dans des partis uniques censés canaliser efficacement les énergies vers des objectifs de développement singulièrement flous ; engraisser une foultitude d'experts en perpétuelles missions et recherches dont l'inutilité, jaugée à l'aune de l'aggravation du sous-développement, ne souffre aucune discussion.

En d'autres termes, moins l'Afrique se développera, plus le mythe de son désir de progrès se renforcera. La volonté africaine de développement est loin d'être une évidence. Cela se sait mais ne se crie pas sur les toits, en raison de l'importance des buts annexes dégagés plus haut. Imaginons, en effet, que l'Afrique officielle déclare tout net qu'elle n'est pas intéressée par le développement : tout un pan des relations internationales actuelles s'écroulerait. Nos monarchies n'auraient plus de raison d'être.

*Axelle Kabou,
née en 1955, écrivain (Cameroun)*

tent, par inadvertance et de bonne foi, autour de leur installation des camps de réfugiés définitivement clochardisés. De même que les gouvernements devront un jour avoir le courage d'interrompre l'aide publique, dans sa forme actuelle, les associations humanitaires devront parfois renoncer à leur angélisme dévastateur.

LES AFRICAINS SONT-ILS ENTREPRENANTS ?

Evitons l'esprit de système. Ce ne sont pas seulement l'Etat, l'aide, le socialisme qui sont en cause. Il faut aussi comprendre pourquoi un pays comme la Côte-d'Ivoire, qui a suivi une voie libérale, est également ruinée. Là, les producteurs de cacao et de café, privés, n'ont pas su réinvestir leurs bénéfices ni améliorer la qualité de leurs exportations. Eux aussi ont été évincés du marché mondial par d'autres nations plus entreprenantes. Serait-

ce que les Africains, quel que soit le régime politique, ne sont pas des entrepreneurs ?

La réponse est complexe, essentielle. Oui, il existe des entrepreneurs africains. Mais il est vrai aussi que les sociétés et les cultures africaines sont en conflit fondamental avec l'esprit d'entreprise. Ces cultures privilègent le groupe contre l'individu, louent le passé, les grands ancêtres, le lignage, la tribu, les dépenses ostentatoires : il s'agit là d'autant de valeurs contradictoires avec l'individualisme austère qui est indispensable à la naissance du capitalisme. Tout entrepreneur africain sait à l'avance que son capital sera dévoré par ses innombrables « cousins ». Voilà pourquoi la greffe du libéralisme prend mal en Afrique, même lorsqu'elle est encouragée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Car, depuis dix ans, le vent idéologique a tourné en Afrique aussi : il n'est plus question là-bas que de

"VOLER AU SECOURS DE CEUX QUI NE S'AIDENT PAS ?"

Il n'est plus permis aux pays favorablement disposés à l'égard des Etats d'Afrique noire, et qui ont à cœur de tirer ces Etats du gouffre, d'ignorer ce qui se passe dans ces pays. Ils ont le droit et le devoir de savoir comment y vivent les hommes, comment ils y travaillent et comment ils raisonnent, condition *sine qua non* pour que l'aide accordée ait une quelconque portée.

La solidarité, pour être efficace, doit être fondée sur la connaissance des réalités profondes des peuples assistés. Peu de pays industrialisés dispensateurs d'aide à l'Afrique consentiraient à accorder sans conditions le moindre centime, la moindre aide à ces Etats s'ils s'intéressaient un tant soit peu à la manière dont ils sont gérés, et aussi à la façon dont les Africains travaillent. Une seule visite aux bureaux, aux usines ou aux chantiers les dissuaderait à jamais de voler au secours de ceux qui ne s'aident pas. ●

*Diop,
étudiant (université de Dakar)*

libéralisation. En tout cas dans les discours. Les mêmes organisations internationales qui finançaient allégrement les nationalisations ne jurèrent plus que par le capitalisme. Pourtant, tout l'or du FMI n'a pas suffi jusqu'à présent à faire naître un capitalisme africain.

Doit-on le reprocher aux Africains ? Ils s'avèrent seulement plus attachés à leurs traditions culturelles qu'au mythe du développement : c'est leur droit. C'est donc à ce mythe du développement qu'il convient désormais de renoncer si on aime un peu l'Afrique et si on respecte les Africains.

OUBLIER LE DEVELOPPEMENT

D'expérience, seul un mythe remplace un autre mythe. Si ce n'est le développement, quoi ? La recolonisation, peut-être. Elle s'esquisse : en filigrane, par les interventions humanitaro-militaires au Rwanda, en Somalie, ou via les recommandations économiques du FMI. Mais on ne saurait en conclure à une recolonisation parce que, même si les Africains le demandaient, même si la morale l'exigeait, les Occidentaux n'ont ni le goût, ni l'ambition, ni les moyens d'une recolonisation ; nous ne croyons plus guère en notre devoir civilisateur et nous savons que l'Afrique nous coûterait cher. Le mythe alternatif au développement ne réside donc pas dans une répétition à l'identique de la geste coloniale.

Pourquoi pas, en revanche, une révolution spirituelle par laquelle l'Afrique se réconcilierait avec elle-même, avec ses propres valeurs, irréductibles aux nôtres ?

Ce n'est pas nous autres, Européens, qui conduirons cette révolution. Il y faudra un ou plusieurs messies africains, à la Gandhi. Pourquoi pas Mandela ? Trop tard : il a épousé les modes de pensée occidentaux et l'Afrique du Sud est trop peu africaine pour servir de modèle au reste du continent. Mais à voyager en Afrique, à écouter les Africains, il est clair qu'un nouveau discours se fraie un chemin dans les nouvelles générations éclairées, celles qui relèveront la génération de l'indépendance : les temps sont mûrs pour quelque prophétie positive. D'ici, au Nord, nous ne pouvons que contri-

buer à ce qui sera avant tout la démarche de ces Africains.

Voici quelques pistes, souvent évoquées avec eux à Dakar, Abidjan, Accra, Dar Es-Salaam :

1. Des fédérations à la place des Etats

L'Afrique au sud du Sahara est peuplée de mille ethnies, chacune avec sa langue et ses coutumes. Le regroupement artificiel de ces ethnies dans les Etats post-coloniaux a conduit à d'innombrables conflits internes (Rwanda, Biafra) ou extérieurs (Sénégal contre Mauritanie). A l'intérieur de ces Etats, l'exploitation des institutions démocratiques a légitimé le contrôle des ethnies minoritaires par les ethnies majoritaires ; les partis en Afrique sont tribaux.

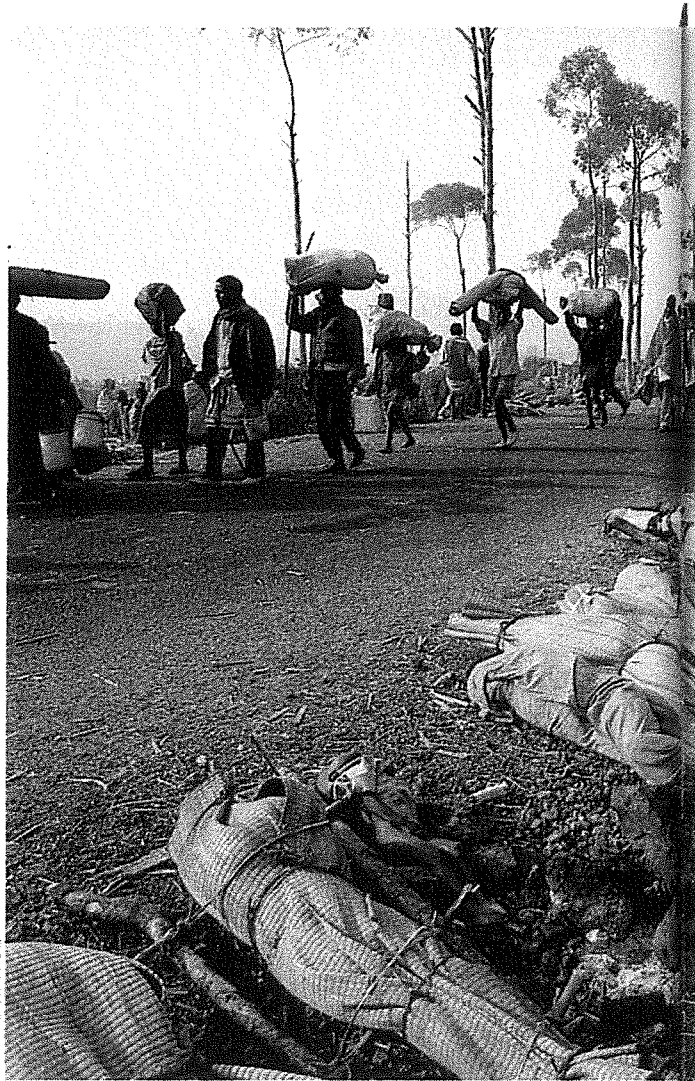
Serait-il plus raisonnable de remplacer ces Etats par mille micro-nations ? Ce serait également absurde. La voie moyenne est celle qu'avaient explorée les colonisateurs par la constitution de grands ensembles, de type Afrique occidentale française et Afrique équatoriale française ou Organisation de l'unité africaine. Une ou plusieurs vastes confédérations permettraient la cohabitation de peuples variés, la liberté de circulation et des échanges chère à tous les Africains ; elles allégeraient la tutelle des pseudo-Etats actuels. Réveiller le mythe de l'unité africaine correspondrait à une réalité culturelle : il existe bien une unité des cultures négro-africaines.

2. Un gendarme international

Qui fera régner l'ordre entre ces mille peuples ? L'expérience de l'Afrique, comme celle d'autres régions du monde pluriethniques (Liban, Géorgie), nous enseigne que l'ordre ne peut être garanti que par un gendarme extérieur. Qui sera le gendarme ? La France, l'ONU ? Plutôt l'Union européenne, qui trouverait là une ambition à sa mesure.

3. De l'aide publique à l'aide privée

Le dépérissement des Etats actuels au bénéfice de confédérations africaines pourrait s'accompagner d'un dépérissement parallèle des aides publiques. Les éliminer instantanément est impensable. Mais il serait juste de les transférer progressivement vers les confédérations et surtout d'orienter cette aide



AGLON TANIGRAH / SYGMA

vers la garantie des investissements privés en Afrique. Et rien d'autre.

L'aide publique deviendrait alors une assurance pour les entrepreneurs privés, européens ou africains, qui s'aventureraient au sud du Sahara. Ainsi, la politique ne serait plus pour les élites africaines la seule voie vers l'enrichissement personnel.

4. Une économie à l'africaine

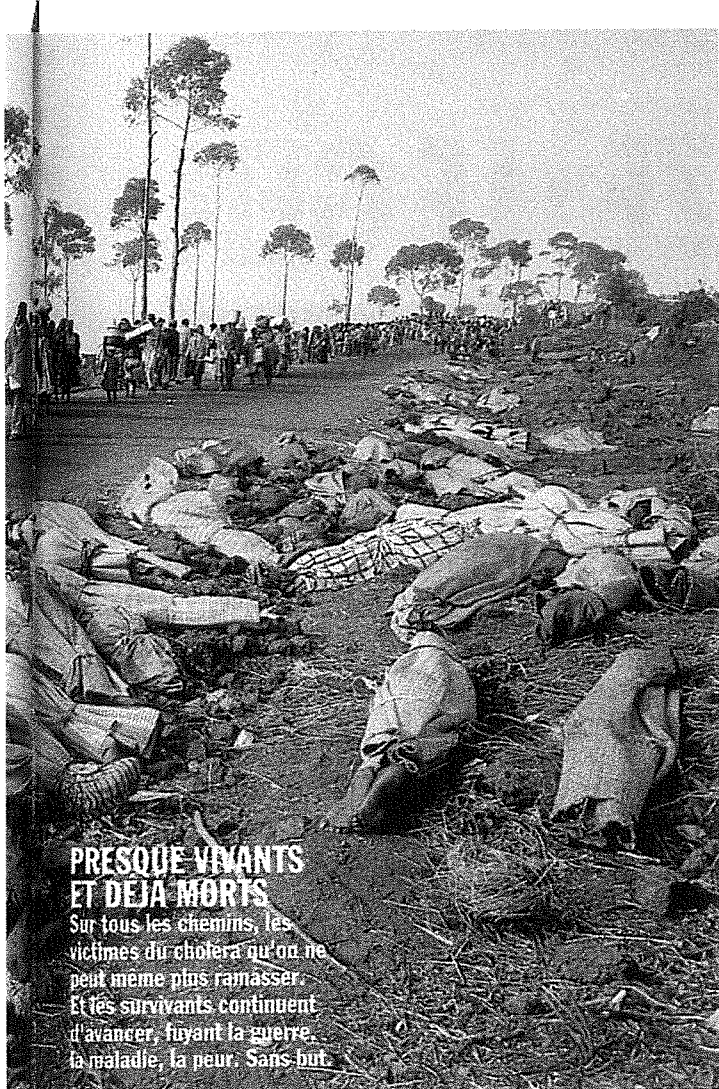
Renoncer, dans ce nouvel ensemble des nations, au mythe du développement n'équivaut pas à une démission économique. Il s'agirait au contraire de miser sur ce que les Africains savent faire : l'agriculture et le commerce. Les paysans villageois, sacrifiés depuis trente ans au nom de la modernisation, devraient bénéficier de la liberté des prix ; spontanément, ils retrouveraient le goût de produire à hauteur des besoins de l'Afrique. L'émigration vers les villes, puis vers l'Europe, serait moins nécessaire. Le commerce intérieur, au-

jourd'hui bloqué par les frontières artificielles, renouerait dans des confédérations avec ses fonctions économiques, mais aussi culturelles et sociales.

La paix une fois restaurée, le long terme retrouverait un sens : les investisseurs, en exploitant les ressources naturelles de l'Afrique, apporteraient les devises nécessaires au fonctionnement des villes, des écoles, des hôpitaux. Encore une fois, le drame de l'Afrique actuelle est de ne plus être exploitée : il faut l'exploiter.

5. Une révolution verte

Ce retour de l'Afrique vers elle-même n'exclut pas le recours aux techniques occidentales. Mais celles-ci, au lieu de servir à une industrialisation sans espoir, devraient contribuer exclusivement à éliminer la misère. La révolution verte en Inde est un modèle de ce qui vaut pour l'Afrique : l'alliance de la propriété privée, d'une bonne gestion publique des ressources en



PRESQUE VIVANTS ET DEJA MORTS

Sur tous les chemins, les victimes du choléra qu'on ne peut même plus ramasser. Et les survivants continuent d'avancer, fuyant la guerre, la maladie, la peur. Sans but.

eau et des semences sélectionnées a permis, en Inde, d'éradiquer la famine malgré la croissance de la population. Pour l'Afrique, les techniques sont connues, prêtes à l'emploi, en particulier à partir du centre de recherche agronomique de Bouaké, en Côte-d'Ivoire.

Seule la volonté politique manque encore. Ce qui a été fait en Inde il y a vingt ans peut être répété en Afrique dès maintenant.



Confédération de peuples, gendarme international, retour à l'agriculture villageoise et à la tradition commerçante, révolution verte : rien que du possible, réaliste, pour échapper à la fatalité organisée. Au bout du compte, et de ce nouveau modèle, l'Afrique ne serait pas riche, mais elle cesserait d'être misérable.

J'ajoute qu'une Afrique « traditionnelle » serait moins pauvre qu'une Afrique « moderne ». La solidarité traditionnelle dans une famille élargie a une valeur que les

économistes ne comptabilisent jamais. Nos statistiques, conçues pour l'Occident, ne rendent pas compte d'un ensemble de comportements, le respect des personnes âgées, la musique, le chant, la danse, qui font aussi la valeur d'une civilisation.

Ces richesses profondes des Africains ont, depuis trente ans, été dévalorisées par les dirigeants politiques africains et leurs conseillers occidentaux. A tort. Il me semble que le moindre griot ou marabout, parce qu'il a conservé les traditions, a plus enrichi l'Afrique, depuis l'indépendance, que la plupart des chefs d'Etat qui n'ont enrichi qu'eux-mêmes et leurs parrains d'Europe. De même, tout artiste, peintre, écrivain européen inspiré par l'Afrique a mieux compris le continent que tous les économistes et experts réunis.

Recoloniser l'Afrique ? Oui. Absolument. Mais par les Africains eux-mêmes, et au nom de leurs propres valeurs. ●

GUY SORMAN

DES INTELLECTUELS AFRICAINS TÉMOIGNENT

LA "POLITIQUE" A L'AFRICAIN

En Afrique noire, « faire de la politique » a généralement un sens bien précis et signifie avant tout s'enrichir. Peu de gens en Afrique accepteraient un portefeuille ministériel ou un mandat de député si cela ne signifiait et n'impliquait pour eux un apport supplémentaire de privilèges matériels. Un poste politique, une fois obtenu, devient vite un pactole : on met tout en œuvre pour en faire une propriété, c'est-à-dire pour s'y installer pour la durée, pour y rester, en faire une rente viagère ou héréditaire, à moins que – ou jusqu'à ce que – les militaires ne viennent un jour, sans prévenir, frapper à la porte tôt le matin, en pointant le canon du fusil sur le ventre du « rentier », troublant ainsi la bruyante fête du privilège mal acquis.

*Tidiane Diakité,
professeur d'histoire (Mali)*

"QUE L'OCCIDENT CESSE DE FLATTER LES AFRICAINS"

Le mal, pour les pays d'Afrique, c'est la flatterie de la part de pays plus avancés qui ignorent (ou feignent d'ignorer) certaines réalités. La France, en particulier, à qui un si long commerce de l'Afrique noire aurait dû permettre d'être au fait de certaines réalités intimes du continent, se complaît – soit par souci de ménager son image auprès des Africains, soit par ignorance coupable – dans une attitude qu'on ne peut guère qualifier d'attitude de vérité à l'égard de l'Afrique. Cela se résume par des flatteries continues ; on parle alors de *sérieux* dans des pays où il existe tout sauf le sérieux ; on parle de *progrès* là où le déclin est manifeste ; on qualifie de *courageux* un peuple qui consacre le plus clair de son temps à danser, à boire et à mendier...

*Moriba Otayek,
entrepreneur à Abidjan*

LE BEPC, LES CANDIDATS ET LES COOPÉRANTS

Dans un centre d'examen du BEPC en Côte-d'Ivoire, session de juin 1984, lors de la surveillance des épreuves écrites de cet examen, des collègues coopérants français, en entrant dans les salles où ils étaient affectés pour la surveillance, se sont entendu crier à la face par les élèves qu'ils devaient surveiller : « *Sortez ! Sortez, les Blancs ! Dehors ! On ne veut pas de vous, allez-vous en !* » Ceux-ci, tout étonnés d'une si soudaine hostilité de la part des élèves, en demandèrent la raison et les candidats de répondre en chœur : « *Vous ne nous aidez pas comme nos frères...* » Les *aider* voulant dire, dans leur esprit, leur donner la solution toute faite des épreuves de l'examen.

Témoignage de Tidiane Diakité